



« Changeons de pompes » !

Les signataires :

Le Club des villes et territoires cyclables et marchables ;
Vélo & Territoires ;
La Fédération française de la randonnée pédestre ;
Rue de l'Avenir ;
La Fédération française des Usagers de la Bicyclette.

Au lieu de mesures à court terme, il est urgent de « changer de pompes », en adoptant une politique globale de mobilité durable donnant la priorité à la marche, au vélo et aux transports publics.

Réduire artificiellement le prix des carburants à la pompe ne constitue en rien une politique visionnaire de mobilité durable.

Au contraire, nous pensons qu'il est urgent de « changer de pompes ».

Urgent de s'interroger sur comment nous devons nous déplacer pour se préparer au dérèglement climatique, pour faire face au choc énergétique et pour répondre aux enjeux sociaux auxquels nous sommes confrontés.

Urgent de donner la priorité à la marche, au vélo et aux transports publics.

Depuis trop longtemps nous vivons dans une société dépendante au pétrole, véritable champion du désordre climatique. Si nous ne changeons pas nos modes de déplacements quotidiens, notre addiction à l'usage de l'automobile nous enfermera encore davantage dans la dépendance et toutes ses conséquences sur le pouvoir d'achat, sur l'environnement et sur l'indépendance énergétique de la France et de l'Union européenne.

Au-delà de son horreur humaine, la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine révèle une grande dépendance de nos pays au pétrole, au gaz et à ses pays producteurs.

Les crises, malgré leurs effets violents, sont aussi des opportunités pour oser anticiper des politiques publiques audacieuses, pour changer nos habitudes, et adopter des comportements plus sobres et bénéfiques pour notre santé.

En effet quel est le constat ?

Plus de 60 % des déplacements quotidiens de moins de 2 km sont effectués en automobile !

La voiture n'est utilisée que 4 % du temps et transporte à 93 % son propre poids, plutôt que des personnes et des charges.

Elle mobilise 10 tonnes d'équivalent matières premières, de l'extraction des ressources jusqu'au recyclage du véhicule.

Elle occupe le plus souvent 80% de l'espace public en circulant ou en étant stationnée.

Mais pour sauver ce moyen de transport dispendieux l'argent public coule à flot : les deux milliards débloqués récemment pour financer une remise de 15 centimes par litre se révéleront insuffisants pour calmer l'envolée du coût des carburants.

Le pétrole se raréfie et son prix ne peut à terme qu'augmenter. Ces mesures, limitées à 4 mois, sont dans la continuité d'une priorité donnée au « tout voiture » individuel, désastreux pour le climat, le bien être en ville et la santé, alors que par exemple, ces 2 milliards auraient pu être investis dans un Plan Marche ambitieux et le renforcement du Plan Vélo.

Il est urgent de réorienter les fonds publics vers des solutions d'avenir, plus économes en ressources de toutes sortes et plus respectueuses de notre santé.

Il est encore plus urgent de construire une stratégie ambitieuse, valorisant la complémentarité des divers modes de mobilité et la relocalisation de l'économie.

Voici déjà trois pistes que nous devons explorer :

*– **Développer un système de transport** associant toutes les solutions alternatives à la voiture « en solo » ; avec une politique de mobilité vertueuse sur les plans sanitaires et environnementaux, combinant les transports publics, proposant un usage plus rationnel des voitures (covoiturage et autopartage), des aménagements et des plans de développement des modes actifs (marche et vélo pour tous les publics, enfants et jeunes, actifs et seniors).*

*– **Soutenir massivement l'innovation et investir dans le secteur industriel émergent** des véhicules individuels « intermédiaires », entre la voiture et le vélo classique. Ceux-ci, pesant moins de 500 kg sont capables de réaliser la grande majorité des déplacements actuels à moindre coût.*

*– **Mettre en place une politique sociale** s'appuyant sur les solutions proposées par les mobilités actives pour permettre aux populations vivant en zones rurales et périphériques, de pouvoir échapper à la précarité énergétique liée à leur dépendance à la voiture.*

Il est temps de prendre la mesure des défis qui nous attendent. Nous avons chacune et chacun à nous engager dans cette transition pour le climat et la santé de tous les citoyens.